

Maintenant le peuple choisit ses dirigeants

Partage international n° [326](#) - Octobre 2015

Liban - Un mouvement de jeunes ayant commencé avec le slogan « *YouStink* » (« *Tu pues* »), pour protester contre les ordures non ramassées, s'est développé en un mouvement contre la corruption dans la politique libanaise. Par des manifestations de rues, ils mettent en cause la classe politique et ses partisans, et dénoncent la corruption qui a conduit à la perte des biens et des services publics, à l'incapacité à fournir des services de base comme l'eau et l'électricité. Ils se posent en tant que citoyens et exigent des comptes aux dirigeants qui se sont accordés des privilèges.

Les manifestants déclarent que les gens doivent se libérer du sectarisme et des vieilles façons de penser. Le système doit changer : « *Nous restaurons l'espoir au Liban.* »

« *Il ne s'agit pas de manifestations au nom des partis politiques. Elles servent tout le peuple libanais. Nous sommes contre les partis qui exploitent les citoyens* », a expliqué Lucien Bourjeilly, le coordinateur du mouvement.

Guatemala - A plusieurs reprises au cours des cinq derniers mois, les manifestants ont occupé la place centrale de Guatemala City exigeant la démission de leur président. Ils ont atteint leur but. Début de septembre 2015, Otto Perez Molina a démissionné de la présidence et a été emprisonné. Lui-même et son gouvernement sont accusés d'implication dans un scandale politique majeur qui a plongé le pays dans une crise, à la veille de l'élection présidentielle. Les manifestants déclarent que la justice s'applique à tous les citoyens. Le point focal de toutes les protestations et de l'indignation du public est la corruption politique, si grave qu'elle a gangrené le gouvernement et les institutions du Guatemala, laissant le pays embourbé dans la pauvreté, la

violence et la peur. Cette corruption a entraîné un tel état de non droit dans ce pays que, depuis 2012, le Guatemala se situe parmi les cinq pays au monde ayant le plus fort taux d'homicides.

Japon - Malgré leur image de peuple obéissant et réservé, les Japonais sont sortis dans les rues en grand nombre en opposition à une législation qui pourrait envoyer des soldats japonais à la guerre. Agitant des drapeaux et des bannières et criant des slogans, les manifestants de tous les horizons de la société japonaise se sont unis contre les projets de loi qui pourraient voir les troupes japonaises envoyées à l'étranger sur des opérations de combat pour la première fois depuis la capitulation du Japon qui a mis fin à la Seconde Guerre mondiale en 1945. Des dizaines de milliers de manifestants se sont rassemblés devant le Parlement à Tokyo le 6 septembre 2015, tandis que pas moins de 300 autres manifestations ont eu lieu à travers le pays. Un vote sur ces nouvelles lois pourrait avoir lieu au parlement dès la mi-septembre. « *Les gens se joignent à ce mouvement de tous les bords et de toutes les couches de la société japonaise*, a déclaré un militant syndical. *Il y a des groupes de gauche, des syndicats, des militants de la paix, des groupes de défense des droits de l'homme, des étudiants, des organisations de citoyens et ils ont tous leurs propres groupes distincts, mais ils semblent avoir naturellement gravité ensemble pour former cette immense et très visible opposition.* »

« *Il se produit un changement radical dans l'activisme social en réponse aux politiques de ce gouvernement* », a constaté Go Ito, professeur de relations internationales à l'Université Meiji de Tokyo.

Sources : The Telegraph, The Guardian, UK ; dw.com ; BBC.com ; vox.com

Thématiques : [Société](#), [politique](#)

Rubrique : La voix des peuples